

RESPONCE AV FACTVM DE Monseigneur l'Eminentissime Cardinal de Lyon, par Monsieur Payen Conseiller au Parlement, & Prieur Commandataire du Prieure de Nostre Dame de la Charité.

L y a lieu de s'estonner que Monsieur le Cardinal de Lyon, qui tient son droit tellement indubitable qu'il en trouue la contestation inciuile & temeraire, affecte d'en oster la connoissance aux Iuges naturels; Déroge au Privilege de l'Ordre de Cluny; Vueille donner atteinte à l'vsage le plus constant, &

aux maximes les plus certaines, au mespris des Arrests, des Ordonnances, & des Loix sondamentales de l'Estat; Et apprehende de sousmettre ses raisons au jugement d'une Compagnie establie pour ces Matieres, authorisée par un renuoy general à la decision des differents de l'Ordre de Cluny; Que luy-mesme auoit reconnuë, & qu'une vieille experience a renduë comme infaillible; Le tout sous couleur d'un reglement de suge entre le Parlement & le Grand-Conseil, qui est purement imaginaire, & qui a toute extremité ne pourroit operer qu'un renuoy en l'une ou en l'autre de ces deux Compagnies.

Aussi l'Arrest du Priué-Conseil du dix-neusiesme de lanuier, mil six cens quarante-quatre, ne portoit qu'vne Ordonnance de faire assigner les Parties, & ce pendant surscis: Mais Monssieur le Cardinal de Lion ayant bien veu qu'il ne pouvoit éuiter le Renuoy, il à luy-mesme presenté Requeste d'Euocation à la personne du Roy, & surprenant la religion de la Reine, comme s'il ne s'agissoit que d'yne chose de legere consequen-

15



ce, a obtenu Arrest, par lequel sans ouyr les Parties, il a esté ordonné que les Parties seroient ouyes sommairement pardeuant les Commissaires y desnommez.

Et cela sous pretexte qu'en l'année mil six cens vingt-deux, contestation s'estant meue pour le mesme Prieuré, entre le seu Prince de Mantouë sils, & Dom Iean Michel Religieux de Cluny, Elle y su éuoquée de leur consentement, & jugée au prosit de Messire Charles de Gonzagues sur l'acquiescement de la Partie mesme.

Si bien que si Monsieur le Cardinal de Lion en vertu de cet Arrest a pû legitimement saire éuoquer à la personne du Roy, tous les suturs Titulaires auroient le mesme Privilege; Toutes les Compagnies seroient à jamais excluses de connoîstre du Prieuré de la Charité; Et sa Majesté en deviendroit le seul Iu-

ge necessaire.

Toutesfois en l'année mil six cens trente que ce mesme Prieuré estoit contentieux en diuerses Iurisdictions; Qu'vne Instance estoit pendante au Parlement, & l'autre aux Requestes du Palais; Que la diuersité des Instances & des Iurisdictions donnoit vne ouverture entiere au Reglement de luge; Monsieur le Cardinal de Lion ne demanda point d'évocation à la personne du Roy; Au contraire negligeant alors l'authorité du premier Arrest: Il se sousmit volontairement à la Loy commune, aux Iurisdictions ordinaires, & se servit vtilement de l'absence de Monsieur Payen.

Mais ce qui donne vn grand soupçon, voire vne asseurance toute entiere que son droit suy paroist moins certain aujour-d'huy qu'il ne faisoit alors; & que les maximes & l'experience des Compagnies souveraines suy ont fait naistre des doutes en l'esprit; C'est que suy-mesme les auoit reconnuës pour suges, & que par vn prejugé de sa mauuaise Cause, il a fait incidemment appeler en sommation Passelaigue, & l'a fait as-signer au mesme Grand-Conseil pour suy remettre l'Euesché de Bellay, & l'Abbaye d'Ambie, qu'il a eus en eschange du Prieuré de la Charité; Ce qui establissoit également & la suristitution du Grad Conseil, & l'abandonnement de ses pretentios.

De sorte qu'aprés vne reconnoissance, & vne soûmission si volontaire, il est difficile de penetrer dans le dessein de cette

Euocation, où les questions de Droict qui se present à juger, demandent des Iuges consommez dans ces maximes, & où l'embarras de la matiere ne peut former que des doutes dans les esprits, & des scrupules dans la Conscience de leurs Majestez.

C'est donc plustost pour justifier cette Verité que pour se dessendre dans le sonds que Monsieur Payen est obligé d'en cotter quelques raisons sommaires, afin que son silence ne donne pas à Monsieur le Cardinal de Lion les mesmes aduantages qu'il a pris autressois du malheur de son essoignement.

Monsieur Payen a deux droits, celuy de Cottan, & celuy d'Edeline; Mais il n'estime pas que personne ait droit de luy dire qu'il en ait eu cession par des reconnoissances assez notoires cofort peu canoniques. Cette obscurité est injurieuse, & meriteroit bien que celuy qui a fait le Factum de Monsieur le Cardinal de Lion en esclaircist la verité, ou qu'il en sousstrist le blasme; Cette atteinte est d'autant plus sensible qu'elle s'attache à l'honneur & à la conscience, & sait d'autant mieux voir le dessein de l'ofsence qu'elle est inutile au principal. Mais comme Monsieur Payen voit que sa conduitte est assez approuuée, & que sa qualité est assez considerable; il appelle de ce jugement à celuy du Public, & de l'indiscretion du Secretaire à la

Les prétentions de Cottan n'ont besoin d'estre examinées que pour faire voir que Passelaigue n'a jamais esté triennal Possesseur, Et que Monsieur le Cardinal de Lyon qui public en auoir vne plus que quatre fois triennale, estant aux droits d'vn autre qui n'en eut de sa vie, non plus que de Tiltre legitime; sa prétention est tout a fait debile & mal appuyée.

lagesse du Maistre.

Il suffit d'examiner si le droit d'Edeline estoit suffisant, & de voir s'il y auoit ouuerture au Deuolut. En cela l'affaire est d'autant plus facile à juger, que les Parties sont d'accord de leurs faits, & qu'en vn besoin, Monsieur Payen s'en pourroit rapporter au Factum de Monsieur le Cardinal de Lyon qui aduouë franchement, la Considence de Passelaigue & de Monsieur le Prince de Mantoue sils.

Mais il est bien estrange que Monsieur le Cardinal de Lyon; apprehendant de se jetter dans cette question pour se desue-

pariant que le droit scit esteint.

Premierement l'Instance n'est pas perie auec Edeline; La peremption a esté acquise contre Monsieur Payen subrogé aux droits d'Edeline, par le malheur de son absence, laquelle par sa glorieuse justification, & par la place qu'il occuppe maintenant à la Grand'-Chambre, le met au nombre des Personnes specialement priuilegiées; Et cette absence a esté capable d'empescher toute sorte de peremption.

En second lieu la peremption d'vne Instance n'est pas vne extinction du droit s'il n'y a prescription; Ce n'est qu'vne extinction de la procedure, dont on est quitte pour la recom-

mencer de nouueau.

Ces obstacles estant leuez, reste d'examiner la pretention d'Edeline.

Il est constant que Messire Charles de Gonzagues a esté paisible Titulaire dudit Prieuré; & que le dix huictiesme d'Avril, mil six cens vingt-cinq, il a passé vne Procuration en faueur de Dom-Iean de Passelaigue Religieux de l'Ordre de Cluny, & Prieur Claustral du Prieuré de la Charité, auec vne

reserue de huict mille liures de pension.

Monsieur le Cardinal de Lion demeure d'accord que le lens demain aix neusie/me elle a esté reuoquee; Que la Keuocation a esté si resse à Passelaigue es par luy acceptee; Et quand elle ne l'auroit pas esté, ne sçait on pas que toute Reuocation auparauant la Resignation admise, annule les prouisions & les rend inualides? à plus forte raison quand la Reuocation est acceptée, & que le Resignataire s'est imposé luy-mesme la necessité (comme a fait Passelaigue) de ne point posseder, & de n'estre point pourueu.

Et de fait si depuis la Reuocation, Monsieur le Prince de Mantoue sils sust decedé; mesme aprés la Resignation admise au prejudice de la Reuocation; Il est sans difficulté que le Benefice eust vaqué par mort; Et pour faire que Monsieur le Prince de Mantouë sils ne sust pas demeuré le veritable Titulaire; il faudroit, ou qu'il eust passé vne nouuelle procuration, ad resignandum, ou qu'il eust tout au moins reuoqué en

bonne forme la Reuocation du dix-neufiesme.

Encore seroit-ce vne difficulté de sçauoir si la Reuocation de la Reuocation auroit vn effect retroactif, & si elle pourroit faire reuiure la Resignation, laquelle par la maxime de toutes les dispositions canoniques a esté esteinte par la Reuocation; notamment la Reuocation ayant esté acceptée, qui reduit l'affaire aux termes de cette Regle, que resignauo pro infecta habetur, si Resignatarius cam repudiar. Or il n'y a point de plus authentique, ny de plus solennelle Repudiation que l'acceptation de la Reuocation dont il s'agit. Doncques n'y ayant eu ny nouvelle Resignation, ny Reuocation de la Reuocation, il s'ensuit que le Tiltre est demeuré en la personne de Messire Charles de Gonzagues qui a donné vne ouverture toute entiere au deuolut par la celebration de son Mariage.

Monsieur le Cardinal de Lyon respond, Que sette Renocation a este cachée vingt cinq ans; Que Messieurs de Mantouë Pere Estils y ont derogé par actes posterieurs; Que Passelaigue a pris possession à leur veu est à leur sceu, en la presence des Officiers des Lieux; Qu'il a receu des Lettres de conjouissance de Monsieur de Mantouë; Fait des eschanges auec luy en cette qualité, assisté au Chapitre General; admis des Keligieux à la profession; payé les arrerages de sa Pension, Est que le Prince de Mantouë destrant conserver sa pension nonobstant son Mariage, a obtenu un bref du Pape en Nouembre mil six cens vingt-sept; Et en sin il aduouë franchement la Considence quand il dit, Que la Renocation n'auoit este faicle que pour tenir Passelaigue en despendance de la Maison

de Mantouë.

Mais il n'y a qu'à sçauoir si Messieurs de Mantouë pour auoir agreé cette action; pour n'auoir point contredit ny debatu le tiltre, ont pû le rectisier; & si tous ces actes posterieurs ont peu faire que la Reuocation n'ait pas esté faite. Veritablement si aprés vne triennale & paissible possession de Passelaigue Monsieur le Prince de Mantouë sils, luy contestoit le tiltre, ces objections y formeroient plus de doute; Mais à l'égard d'vn tiers qui sonde son action sur ces mesmes raisons, il seroit fort estrange qu'il le prist à garant, & qu'il sist sa protection d'vn sujet de sa ruine.

Car quand Monsieur le Prince de Mantouë n'auroit point contracté de Mariage; la Considence estant si bien justissée,

& si ingenuement confessée par le Factum, le devolut ne re-

ceuroit difficulté quelconque.

Et mesme ayant eu peur qu'on n'en doutast, il en a voulu plus sortement imprimer la creance, & prendre la peine de la justissier par les circonstances qu'il a remarquées, de la soub-stration de la reuocation; de l'expedition des Bulles dont Edeline Pere, Intendant de la Maison de Mantouë auoit chargé l'Huilier Banquier; les auoit retirées, payé les frais, & remises entre les mains de Passelaique.

Qui sont autant de conuictions de la Confidence qui seule pourroit donner ouverture au devolut sur le Prince de

Mantouë, ou bien sur Passelaigue.

Après cela Monsieur le Cardinal de Lyon dira tant qu'il luy plaira, Que Passelaigue a esté Titulaire canonique, et passible Possesseur, Personne de vertu & de merite singulier, qui auoit canoniquement remply le Benefice de droict & de fait.

Mais cette estime s'accorde mal auec la Confidence qu'il luy reproche & qu'il a justifiée; La passible Possession auec deux complaintes en trois ans; Et la Prouision canonique

auec la soustraction de la Reuocation.

Quant à la Possession de quatorze ans que Monsieur le Cardinal de Lyon allegue en sa personne; s'il en veut, comme il est raisonnable, rabatre le temps de l'absence de Monsieur Payen, causée pour luy rauir ce mesme Prieuré; il n'au-

ra pas vn mois de Possession paisible.

Aprés quoy, toutes les pretentions justement balancées, on trouvera que Monsieur Payen ne manque ny de raison, ny de bon droit; & qu'il n'y à pas lieu de dire qu'il ne conserve pas beaucoup de desserve, ny de respect dans une saison où tout le monde a la liberté de se dessendre, quand il taist les choses passées, dont le Public n'a perdu, ny le ressentiment, ny la memoire; Et Monsieur le Cardinal de Lyon ne doit point faire reuiure les idées de l'oppression qu'un Siecle plus heureux & plus équitable à condamnées.

Monsieur DE LA MARGVERIE, Rapporteur.

